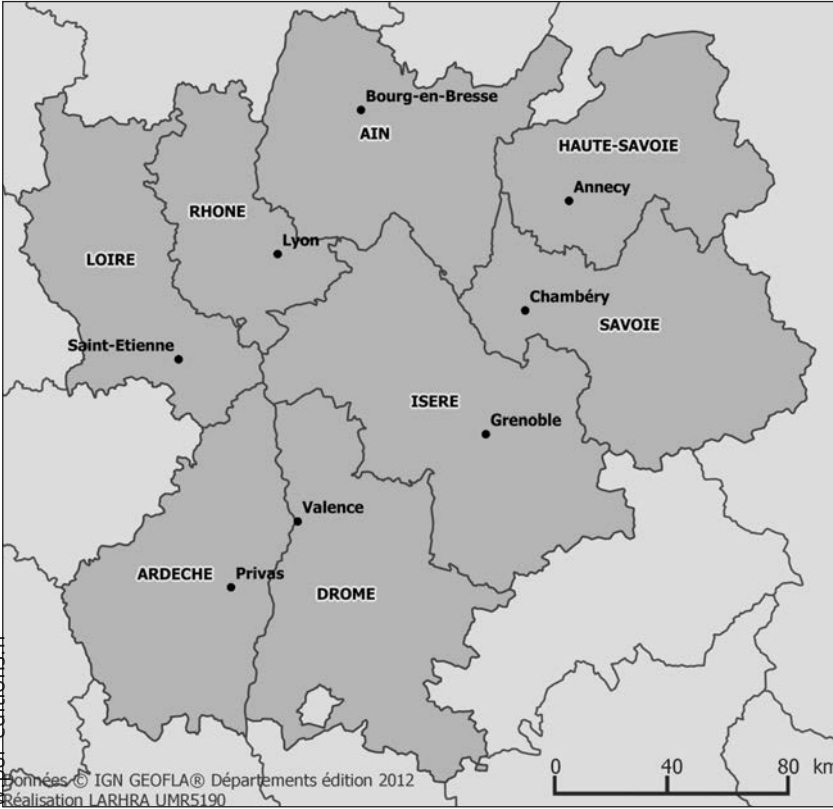


INTRODUCTION

Florence CHARPIGNY et Bruno DUMONS

À l'heure où le pouvoir central a décidé d'entamer une réforme nationale de la carte territoriale, décision a été prise de fondre, en 2015, la Région Rhône-Alpes avec la Région Auvergne. Il est ainsi nécessaire, pour la communauté historique, de porter un regard rétrospectif sur les éléments qui, depuis deux siècles, ont construit un espace régional dénommé autour d'un fleuve, le Rhône, et d'un massif montagneux, les Alpes. Il y a là une volonté de proposer aux citoyens un travail de mémoire consacré au cadre spatial et aux dynamiques qui ont donné une identité à ce territoire. C'est pourquoi une quinzaine d'historiens et d'historiennes appartenant aux pôles universitaires lyonnais, grenoblois et stéphanois se sont rassemblés pour proposer un ouvrage inédit, accessible à tous, structuré autour d'une vingtaine d'entrées thématiques.

Le 5 juillet 1972, une loi érige la « région » en établissement public, faisant d'elle un échelon administratif et une collectivité territoriale. La création de cette nouvelle unité administrative résulte d'un long tâtonnement en matière d'aménagement du territoire. Avec la suppression des provinces d'Ancien Régime et la départementalisation de l'espace national par le gouvernement révolutionnaire, l'idée de « région » hante les structures politiques et administratives de la France du XIX^e siècle. Seuls comptent alors la commune, le département et la nation. Il n'y a presque que les géographes à imaginer un découpage par régions. Vers 1860, un des « pères » de l'école d'économie rurale française, Léonce de Lavergne, conçoit une géographie de la France ordonnée autour de six régions dont celle du Sud-Est, comprenant une partie de la Bourgogne, le Lyonnais, le Forez, le Dauphiné, le Vivarais, le Comtat d'Avignon, le Bas-Languedoc et la Provence. À la veille de 1914, le célèbre géographe Paul Vidal de la Blache en conçoit près d'une vingtaine (dix-sept), ordonnées autour des grands pôles urbains comme Lyon, Grenoble, Marseille, Clermont et Dijon. Son disciple Raoul Blanchard plaide alors pour une région économique fondée sur le massif alpin. Cette idée fait son chemin puisque le ministre du



Carte 1. – Les départements de la région Rhône-Alpes.

Commerce Étienne Clémentel élabore dix-sept régions sous l'angle économique (1917), faisant apparaître une région « Alpes » avec Grenoble pour capitale, d'autres comme « Rhône-Loire » autour de Lyon et « Provence-Côte d'Azur » adossée à Marseille. Le réaménagement du territoire se fait d'avantage sentir dans les années 1950 avec la recherche d'un équilibre entre l'État central et les pouvoirs locaux. L'échelle du département ne suffit plus. Il devient nécessaire de penser l'espace régional comme une réelle structure administrative et politique. Des programmes d'action sont conçus en 1956 autour d'une vingtaine de circonscriptions (vingt-quatre) dont les deux régions « Rhône » et « Alpes », réunies pour la première fois dans un redécoupage effectué en 1960, tandis que « Provence et Corse » devient « Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse ». Dans le même temps, le géographe Jean Labasse s'appuie toujours sur le cadre économique pour imaginer neuf régions dont celles de Clermont-Ferrand, Marseille et Lyon, ici composée de douze départements, en incluant certains de Bourgogne et de

Franche-Comté comme la Saône-et-Loire, la Côte d'Or, le Jura et le Doubs. À la CEE comme à la Direction de l'aménagement du territoire, les hauts fonctionnaires reprennent ce découpage et considèrent les structures régionales d'abord comme des espaces économiques. Il en résulte en 1962, soit une grande région Sud-Est englobant la Bourgogne, soit une région du Lyonnais et des Alpes avec la Bourgogne et la Franche-Comté. Face à l'hostilité savoyarde, l'idée d'une région « Alpes » n'aboutit pas et cède le pas à un projet de plus grande envergure structuré autour de l'économie régionale.

Rayonnant sur un vaste espace du Sud-Est de la France, cette économie est caractérisée par une profonde vitalité, d'abord démontrée par des géographes comme Jean Labasse et Michel Laferrère puis par des historiens comme Richard Gascon et Pierre Léon. Venu de Grenoble où il a étudié la naissance de la grande industrie en Dauphiné (1954), ce dernier s'intéresse à la réalité historique de la France du Sud-Est (1966) et de la région lyonnaise (1967). Il démontre combien celle-ci est intimement liée à la révolution industrielle et au développement économique dont les frontières sont mouvantes et poreuses avec le temps, le plus souvent déterminées par les mouvements des capitaux et des hommes. Ainsi, le Velay demeure dans le couloir d'attraction démographique des deux cités industrielles de Saint-Étienne et de Lyon comme Saint-Claude et Lons-le-Saunier, tandis que le Mâconnais et surtout le Charolais restent largement sous influence lyonnaise avec une structure foncière aux mains de sa noblesse et de sa bourgeoisie. La Fabrique de soieries et l'exploitation du charbon mènent les entreprises des soyeux et les compagnies minières régionales à rayonner sur toute la bordure orientale du Massif Central jusqu'au Midi cévenol. Les frontières régionales débordent donc le cadre d'un espace strictement délimité par les huit départements de la région « Rhône-Alpes » qui se dessine au début des années 1970. Richard Gascon et Pierre Léon tentent de concevoir sur le temps long le rayonnement régional dans un espace européen, considérant un vaste territoire marchand et industriel de Lyon jusqu'à Genève, Milan et Barcelone, véritable épine dorsale d'un arc méridional de l'Europe, prélude à une grande région de dimension européenne à l'image de l'euro-région Alpes-Méditerranée¹. Deux de leurs élèves, Maurice Garden et Yves Lequin, s'emploieront d'ailleurs à réfléchir en historiens sur l'identité de cette Région Rhône-Alpes, devenue désormais une structure officielle de l'administration publique et puis politique avec les lois de décentralisation de 1981-1983. Le premier, dans les mélanges offerts à Richard Gascon sur *Lyon et l'Europe* (1980), et le second, en introduction d'un volume collectif sur Rhône-Alpes (1991), rappellent combien l'économie et l'industrie contemporaines constituent les éléments structurants d'un espace pour lequel ni

1. Il s'agit d'un territoire transfrontalier qui rassemble depuis 2007 les régions Rhône-Alpes et PACA côté français, la Ligurie, le Piémont et le Val d'Aoste côté italien.

les provinces historiques, ni une langue commune n'ont pu contribuer à l'unification. Grâce à cette force de frappe économique, son rayonnement dépasse depuis longtemps le cadre national, s'ouvrant sur l'Italie et l'Allemagne mais aussi la Méditerranée et l'Orient. Ses grandes métropoles, Lyon, Saint-Étienne et Grenoble, sont ainsi connues aux quatre coins de l'Europe industrielle et commerciale, véhiculant l'image de capitale de la soie, du charbon et de l'acier, de la houille blanche.

Cinquante ans après le vote de la loi de 1972, beaucoup de nos concitoyens ignorent cependant la modernité de cette disposition législative, rétablissant une structure politique comparable aux provinces d'Ancien Régime. Dès la fin des années 1970, les historiens Christian Gras et Georges Livet avaient perçu dans ce retour moins un archaïsme qu'un outil essentiel d'adaptation face aux évolutions d'une Europe en crise². Dans ce contexte, la région devient un espace de plus en plus pertinent dans le jeu d'échelles européen et mondial. Si la commune demeure le premier niveau territorial auquel sont attachés les citoyens européens, la région ou la province peuvent venir bousculer les concepts classiques de nation et de département pour envisager une autre structuration de l'espace européen. En effet, l'Europe, c'est une union de vingt-huit États membres mais c'est aussi un espace d'une quarantaine de nations qui s'étendent jusqu'aux confins de l'Asie. En battant de nouveau les cartes, ce même espace fait aussi apparaître environ 270 régions historiquement constituées, susceptibles de pouvoir constituer un rouage intermédiaire entre l'Europe et la municipalité, mais également près d'une centaine de « grandes régions » ou d'euro-régions, faisant éclater les frontières des nations du XIX^e siècle.

Il est clair que le territoire de la « vieille Europe » n'est pas un espace figé à jamais mais bien le fruit d'une longue maturation, toujours en construction, capable de s'adapter aux exigences nouvelles de la mondialisation³. Si la nation a pu représenter le plus haut degré de l'universalité pour les populations du XIX^e siècle, l'Europe est en passe de fabriquer aujourd'hui un autre système de représentation de l'espace, engendrant avec la notion de « citoyen européen » une autre communauté d'appartenance, d'ailleurs beaucoup plus perceptible hors d'Europe. Au cœur de ces profondes mutations culturelles, la pertinence de l'échelle régionale interroge à plus d'un titre. D'abord historiquement, car pour exister, une région doit posséder une identité profonde. La culture ou la langue a pu y contribuer comme en Bretagne, en Alsace ou en Provence depuis le Moyen Âge. Pour Rhône-Alpes, rien de tout cela. Le politique n'est pas opératoire comme il

2. Christian GRAS et Georges LIVET (dir.), *Régions et régionalisme en France du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1977. Jean EL GAMMAL (dir.), *Régions, courants, transferts. Histoire et politique*, Paris, Riveneuve Éditions, 2014.

3. Gilles PÉCOUT (dir.), *Penser les frontières de l'Europe du XIX^e au XXI^e siècle. Élargissement et union : approches historiques*, Paris, PUF, 2004.

le serait pour le Limousin, terre du socialisme et du communisme. Toutes les familles politiques contemporaines possèdent d'ailleurs un ancrage historique en Rhône-Alpes, des enclaves « blanches » de la « Vendée » beaujolaise ou du Vivarais à la cité « rouge » communiste de Bellegarde-sur-Valserine en passant par les terres « bleues » du pays savoyard républicain. Cette absence de culture politique commune est certainement l'une des raisons majeures au fait que Rhône-Alpes ait été la dernière région à se constituer en unité administrative.

Alors quelle serait son identité profonde ? Si elle n'est pas le fruit du temps long produit par l'héritage politique ou linguistique d'une province historique comme l'Aquitaine ou le Languedoc, celle-ci semble davantage résulter d'un temps court, ordonnée autour d'une économie et d'une industrie façonnées par la géographie « naturelle ». Car d'abord ce qui a pu faire la spécificité de Rhône-Alpes, c'est peut-être son rapport étroit entre une nature et une économie. En effet, les trois quarts du territoire régional sont situés en moyenne ou haute montagne, partagés entre les Alpes, le Jura et le Massif Central. Au pied de ces sommets, les lacs constituent d'importantes réserves naturelles d'eau comme les géants du Léman, du Bourget et d'Annecy, ceux d'altitude mais aussi les nombreuses rivières, propices au XIX^e siècle à une industrialisation de l'énergie pour la papeterie et la coutellerie, la soierie et la mégisserie. L'eau de montagne a aussi fait la renommée de la région comme Évian et Thonon dans le Chablais mais aussi Arcens et Vals en Ardèche, Bondonneau et Montbrun dans la Drôme. Le thermalisme s'y est alors développé avec le chemin de fer, assurant le succès de stations alpines comme Allevard et Brides-les-Bains, Divonne et Challes-les-Eaux, parfois moins connues à La Bauche en pays du Guiers, mais aussi dans le Forez telles que Montrond-les-Bains et Sail-sous-Couzan où l'on accueillait un millier de curistes vers 1872. La commercialisation de ces eaux minérales, plates ou gazeuses, a continué à pérenniser une activité dans ces petites villes et bourgs de la région. Par exemple, dans la vallée de Nantua, au cœur du Haut-Bugey, la commune des Neyrolles témoigne des différents types d'exploitations des eaux. Ainsi, le lac de Sylans, très ombragé, permet l'installation vers 1860 d'une usine de glaces naturelles, exportant jusqu'à Paris grâce à la ligne de chemin de fer toute proche. Jusqu'en 1917, ces glaciers ont employé jusqu'à trois cent personnes, essentiellement des paysans des alentours. Aujourd'hui disparue, cette activité d'exploitation de l'eau a cédé la place sur la commune en 1976 à celle de l'eau de source, provenant de la rivière de la Doye et trouvant très vite un débouché commercial d'envergure avec le groupe Cristaline. Cet exemple prouve combien les ressources naturelles peuvent être à l'origine d'une culture industrielle commune à tout ce territoire rhônalpin.

Les voies d'eau ont tout autant contribué à façonner l'identité régionale. Tout d'abord, par son fleuve, le Rhône, qui traverse les huit départements

faisant la région. Son usage et son aménagement ont conduit à la production d'électricité. Comme son affluent plus au nord, la Saône, celui-ci constitue après Lyon une voie de circulation majeure pour les bateaux et les péniches. Une vie sociale et culturelle, encore mal connue, l'entoure avec ses gares et ses ports, ses mariniers et ses passeurs, ses jouteurs et ses pêcheurs mais aussi ses crues et ses catastrophes. Les vallées du Rhône et de la Saône ouvrent également un couloir naturel nord-sud qu'empruntent les populations pour rejoindre les nombreux centres urbains, de taille différente, faisant office de carrefour. Comme celles de la Loire, la Drôme, l'Isère (Tarentaise) et l'Arc (Maurienne), plus difficilement pour l'Ain et l'Ardèche, toutes ces vallées ont été aménagées par la route et le rail, dotées d'autoroutes et de lignes à grande vitesse, favorisant la mobilité des marchandises, les migrations démographiques et l'essor du tourisme dont l'histoire demeure encore largement à écrire. Celles-ci conduisent en aval vers la mer et la culture méditerranéenne, en amont vers les sociétés de montagne, à la fois conservatoires de traditions patrimoniales et zones touristiques à grande échelle, été comme hiver autour du ski, des gîtes et des parcs, nationaux et naturels régionaux. Elles ont également donné naissance à des plaines d'alluvions très fertiles où l'on cultive du maïs et pratique le maraîchage, surtout en val de Saône et dans les Terres froides du Bas-Dauphiné, une grande variété d'arbres fruitiers en vallée du Rhône tandis que le long des versants occidentaux des coteaux, sont exposés les célèbres vignobles du Beaujolais et des Côtes du Rhône. En moyenne montagne, méridionale par exemple, où s'est transmise une longue tradition de résistance religieuse et politique à l'image du pays cévenol, en Diois ou en Baronnies, les populations locales ont su exploiter la flore locale comme la lavande et produire des miels de terroir, elles ont également développé des oliveraies et des châtaigneraies ainsi qu'en Ardèche. Ce relief varié, entre plaines et montagnes, fournit également une diversité architecturale dans l'habitat, surtout rural avec des murs en pisé, en pierre ou en bois, caractéristiques des fermes bressanes avec leur cheminée sarrasine, des maisons vigneronnes, des chalets savoyards ou des magnaneries ardéchoises. Quant aux toitures à tuile creuse, elles demeurent les plus répandues. Elles constituent un témoignage ethnologique de l'influence du Midi dans l'espace régional comme l'usage de l'occitan, en Ardèche et dans la Drôme, le parler franco-provençal étant majoritaire dans le Rhône, l'Ain, l'Isère et les Savoie mais cédant au nord la place à la langue d'oïl, dans le pays du Revermont vers Treffort, les monts du sud Charolais autour de Matour et du Brionnais près de Semur.

Par conséquent, le milieu naturel n'est pas étranger à l'identité de la région Rhône-Alpes. Il a façonné son économie et sa société. Cela donne probablement moins de visibilité qu'un vieil héritage politique ou linguistique. Cependant, il a contribué à fabriquer une culture commune fondée sur l'exploitation de ressources naturelles et sur une tradition de labeur et

de travail mais également sur les mobilités démographiques et les échanges commerciaux, faisant de cet espace naturel un territoire économique et un carrefour de circulation, sans cesse en évolution mais aussi riche de traditions et de patrimoines que l'on s'attache aujourd'hui à conserver. C'est ainsi qu'il a fallu davantage de temps aux contemporains pour saisir ce qui forge l'identité de Rhône-Alpes dans l'espace européen. Plus qu'ailleurs, les historiens ont dû scruter les profondeurs d'une économie régionale pour trouver les liens qui unissent ces populations, travaillant et circulant sur ce territoire. Jusqu'alors, l'historiographie en région avait abondamment privilégié une approche adossée à une histoire des villes, des départements ou des anciennes provinces. L'angle régional a surtout porté sur les espaces d'influence exercés par les trois grandes métropoles de Lyon, Saint-Étienne et Grenoble, parfois à partir des Alpes du Nord, rarement sur la globalité du territoire rhônalpin ou du Sud-Est de la France.

C'est dire si l'entreprise d'une histoire de Rhône-Alpes, principalement contemporaine, demeure encore bien exploratoire, pour ne pas dire à défricher presque entièrement, car elle ne consiste pas à cumuler les savoirs historiques sur les villes et les départements qui en structurent l'espace. Il n'était donc pas imaginable de proposer une histoire complète de la région, cinquante ans après sa fondation administrative. Au moment de la réforme territoriale qui, unissant Rhône-Alpes et Auvergne, crée un nouvel espace, il s'agit bien simplement dans ce livre qui se veut à la portée de chaque rhônalpin, d'ouvrir quelques fenêtres rétrospectives, près d'une vingtaine, sur des chantiers anciens et nouveaux, susceptibles de caractériser la lente construction historique de Rhône-Alpes depuis plus de deux siècles. L'équipe qui a collaboré à cette entreprise éditoriale inédite, composée d'historien-ne-s universitaires, demeure consciente que ces pistes de recherche, loin d'être exhaustives, ne constituent pour l'heure qu'une première étape pour appréhender ce que pourrait être une histoire de Rhône-Alpes, largement ordonnée autour d'une économie aux accents certes industriels et commerciaux mais aussi ruraux, environnementaux, touristiques et culturels. Paradoxalement, le politique n'y figure pas de façon explicite mais de manière transversale dans chacune des entrées proposées. Il est peut-être le fil invisible qui achève d'unifier le tissu régional. Ainsi, l'étoffe n'en est que plus belle. Elle n'est pas qu'une illusion technicienne ou une simple chimère mais bien une réalité historique solide sur laquelle une nouvelle aventure peut se construire et rayonner en Europe.